



Rapport de gestion
Corporation Nuvei

Trimestres clos les 31 mars 2022 et 2021

(en milliers de dollars américains)

RAPPORT DE GESTION POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2022

Dans le présent rapport de gestion, sauf si le contexte indique ou exige le contraire, les termes la « société », « Nuvei », « nous », « nos » ou « notre » renvoient à Corporation Nuvei et à ses filiales, sur une base consolidée.

Le présent rapport de gestion établi en date du 9 mai 2022 doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société, y compris les notes annexes, pour le trimestre clos le 31 mars 2022 (les « états financiers intermédiaires »), ainsi qu'avec les états financiers consolidés audités, y compris les notes annexes, pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. L'information financière qu'il renferme a été établie à partir des états financiers intermédiaires qui ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Tous les montants sont en dollars américains, sauf indication contraire. En outre, les chiffres des tableaux figurant dans le présent rapport de gestion sont présentés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire. Ce rapport de gestion est présenté en date des états financiers intermédiaires et est à jour à cette date, à moins d'indication contraire.

Nous avons établi le présent rapport de gestion en nous référant au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. En vertu du régime d'information multinational entre les États-Unis et le Canada, nous sommes autorisés à préparer ce rapport de gestion conformément aux exigences canadiennes en matière d'information à fournir, lesquelles sont différentes de celles des États-Unis.

INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion renferme de l'information prospective et des énoncés prospectifs (collectivement, l'« information prospective ») au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables. Cette information prospective peut comprendre de l'information concernant nos objectifs et les stratégies visant à les atteindre, ainsi que de l'information concernant nos opinions, projets, attentes, prévisions, estimations et intentions. On reconnaît l'information prospective à l'emploi de mots ou d'expressions, utilisés à la forme affirmative ou négative, tels que « peut », « devrait », « pourrait », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « anticiper », « planifier », « prévoir », « croire » et « continuer », ainsi qu'à l'emploi de mots ou d'expressions de nature semblable, notamment à la mention de certaines hypothèses, bien que l'information prospective ne contienne pas toujours ces mots et expressions. Constituent plus particulièrement de l'information prospective les renseignements portant sur les résultats, le rendement et les réalisations futurs, les perspectives, les occasions ou les marchés dans lesquels nous sommes présents, les attentes à l'égard de l'évolution du secteur et à l'égard de la taille et des taux de croissance de nos marchés potentiels, nos projets commerciaux et stratégies de croissance, les occasions de commercialisation de nos solutions, les attentes à l'égard des occasions de croissance et de ventes croisées, et l'intention de conquérir une part croissante de nos marchés potentiels, le coût et la réussite de nos efforts de vente et de marketing, l'intention de développer nos relations actuelles, de pénétrer davantage nos marchés verticaux, de conquérir de nouveaux marchés géographiques ainsi que d'étendre et d'augmenter la pénétration des marchés internationaux, l'intention de réaliser des acquisitions triées sur le volet et de mener à bien leur intégration, ainsi que les retombées et bénéfiques que nous attendons de ces acquisitions, les futurs investissements dans notre entreprise et les dépenses d'investissement prévues à cet effet, notre intention d'innover, de nous démarquer et d'améliorer sans cesse notre plateforme et nos solutions, le rythme prévu des mesures législatives en cours régissant les activités et les secteurs réglementés, nos atouts concurrentiels et notre position dans le secteur, les attentes concernant nos produits des activités ordinaires, la répartition de ceux-ci et la capacité de nos solutions à les générer, les attentes concernant nos marges et notre rentabilité future, nos perspectives et nos prévisions financières ainsi que nos objectifs à moyen et à long terme relativement à divers indicateurs financiers, de même que les répercussions de la pandémie de COVID-19. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine, y compris les répercussions possibles des sanctions, pourrait également exacerber l'incidence de certains facteurs mentionnés dans le présent rapport.

En outre, tout énoncé faisant référence à des attentes, à des intentions, à des projections ou à d'autres descriptions d'événements ou de circonstances futurs renferme de l'information prospective. Les énoncés qui renferment de l'information prospective ne constituent pas des faits historiques mais véhiculent plutôt les attentes, les estimations et les projections de la direction concernant des événements ou des circonstances futurs. Les perspectives et les objectifs financiers, selon le cas, peuvent également constituer des « perspectives financières » au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont présentés pour aider le lecteur à comprendre la performance financière de la société et à évaluer les progrès vers l'atteinte des objectifs de la direction. L'utilisation de cette information à toute autre fin pourrait ne pas convenir aux besoins du lecteur.

L'information prospective fait intervenir des risques et des incertitudes connus et inconnus, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux exprimés ou sous-entendus par cette information prospective. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux décrits à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la société déposée le 8 mars 2022, tels que : les risques liés à nos activités et au secteur, tels que les risques soulevés par l'actuelle pandémie de COVID-19, dont l'incertitude économique mondiale qui en résulte et les mesures prises pour y faire face; l'évolution rapide de notre secteur et les changements qui s'y produisent; la concurrence intense, tant dans notre secteur que de la part d'autres modes de paiement; les difficultés liées à la mise en œuvre de notre stratégie de croissance; les difficultés à élargir notre portefeuille de produits et à accroître notre présence sur le marché; les difficultés à étendre notre présence dans de nouveaux marchés étrangers et à poursuivre notre croissance dans nos marchés actuels; les difficultés à conserver les clients existants, à augmenter les ventes à ceux-ci et à attirer de nouveaux clients; la gestion efficace de notre croissance; la difficulté à maintenir le même taux de croissance au fur et à mesure que notre entreprise gagne en maturité et à évaluer nos perspectives d'avenir; nos antécédents de pertes nettes et les investissements importants que nous continuons à effectuer dans notre entreprise; notre niveau d'endettement; les risques liés aux acquisitions passées et futures; les difficultés soulevées par le fait qu'un nombre important de nos marchands sont de petites et moyennes entreprises (« PME »); le fait que nos produits des activités ordinaires proviennent en grande partie des services de paiement; le respect des exigences des réseaux de paiement; les difficultés liées au remboursement des rejets de débit pour les transactions de nos marchands; le fait que nous détenons des comptes bancaires auprès de banques situées dans de multiples territoires et dépendons de nos partenaires bancaires pour maintenir ces comptes; l'incidence du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne; la baisse de l'utilisation des modes de paiement électronique; l'incidence des variations de change sur les résultats d'exploitation; la détérioration de la qualité des produits et services que nous offrons; la perte de membres clés du personnel ou les difficultés à embaucher du personnel qualifié; une dépréciation d'une partie importante des immobilisations incorporelles ou du goodwill; des augmentations de frais des réseaux de paiement; les difficultés soulevées par la conjoncture économique et la situation géopolitique, les cycles économiques de nos clients et le risque de crédit lié à ceux-ci; le fait que nous dépendons de partenaires externes afin de vendre certains de nos produits et services; le détournement par nos employés de fonds relatifs aux opérations destinés à des utilisateurs finaux; la fraude de la part des marchands, de leurs clients ou d'autres personnes; la couverture offerte par nos polices d'assurance; l'efficacité de nos politiques et procédures en matière de gestion des risques afin de réduire notre exposition aux risques; l'intégration de nos services à une variété de systèmes d'exploitation, de logiciels, de matériel, de navigateurs Web et de réseaux; les coûts et les répercussions des litiges en cours ou à venir; diverses prétentions telles que l'embauche illicite de membres du personnel de concurrents, le recours illégal à des renseignements confidentiels de tiers par nos employés, consultants ou sous-traitants, ou l'utilisation illégale par nos employés de renseignements commerciaux appartenant à un ancien employeur; la difficulté à obtenir du financement ou à en obtenir selon des modalités avantageuses; l'incidence des variations saisonnières sur nos résultats d'exploitation; les risques associés au fait de détenir moins que la totalité des droits de contrôle à l'égard de certaines de nos filiales; les changements apportés aux normes comptables; les estimations et les hypothèses prises en compte dans l'application des méthodes comptables; la survenance d'une catastrophe naturelle, d'une épidémie de grande ampleur, d'une pandémie ou d'un autre événement; les répercussions des changements climatiques; les difficultés liées à notre structure de société de portefeuille, de même que les risques liés à la propriété intellectuelle et à la technologie, les risques liés aux mesures réglementaires et aux poursuites judiciaires, et les risques liés à nos actions à droit de vote subordonné.

L'information prospective repose sur les opinions et les hypothèses de la direction, ainsi que sur les informations dont elle dispose actuellement, notamment en ce qui concerne la conjoncture économique et la situation concurrentielle qui prévaut dans notre secteur, y compris les hypothèses suivantes : a) les résultats d'exploitation de Nuvei et sa capacité à dégager des marges suffisantes continueront à répondre aux attentes de la direction; b) la société continuera d'exécuter efficacement ses principales priorités stratégiques de croissance sans que la pandémie de COVID-19 porte préjudice à ses activités, à sa situation financière, à ses résultats financiers ou à sa liquidité, ou à ceux des marchands avec qui elle fait affaire, ni qu'elle entraîne une baisse importante de la demande pour ses produits et services; c) les pertes découlant des défaillances d'entreprise visant nos marchands et clients resteront conformes aux niveaux prévus; d) la société parviendra à conquérir une part croissante des marchés potentiels en maintenant et en développant ses relations avec la clientèle actuelle dans des secteurs verticaux à forte croissance tout en faisant en sorte que le taux d'adoption de sa technologie de traitement des transactions soit égal ou supérieur à ses taux antérieurs dans les régions où elle est présente et dans de nouvelles régions; e) Nuvei pourra continuer à rivaliser avec les produits et services de la concurrence, même si les modalités, les conditions ou les tarifs évoluent; f) Nuvei pourra continuer à gérer effectivement sa croissance; g) la société continuera à attirer et à maintenir en poste les talents et les membres clés du personnel dont elle a besoin pour mener à bien ses projets et ses stratégies à l'échelle nationale et internationale, notamment dans les domaines de la vente, du marketing, du soutien après-vente et des activités liées aux produits et aux technologies; h) la société sera en mesure de repérer, de conclure et d'intégrer avec succès des acquisitions, d'en tirer les bénéfices escomptés et de gérer les risques qui y sont associés, i) aucun changement important ne modifiera la conjoncture économique dans nos principaux marchés, régions et marchés verticaux; j) la taille et le taux de croissance de nos marchés potentiels et de nos marchés verticaux, y compris les secteurs où nous sommes présents, continueront à se développer comme le prévoit la direction; k) nos hypothèses sont exactes en ce qui a trait au taux de change et aux taux d'intérêt, notamment à l'inflation et à la volatilité des marchés financiers; l) aucun changement défavorable ne surviendra en matière législative ou réglementaire; m) aucun changement défavorable ne surviendra dans la législation fiscale en vigueur; n) les charges d'exploitation et les dépenses d'investissement projetées; o) le recul durable de la pandémie de COVID-19, y compris ses variants, grâce à l'immunité collective atteinte dans nos principaux marchés, régions et marchés verticaux, dont la levée des mesures de distanciation sociale et des autres restrictions généralement en vigueur dans ces marchés. Sauf indication contraire, l'information prospective ne tient pas compte de l'incidence que pourraient avoir les fusions, acquisitions, cessions ou autres opérations de regroupement d'actifs susceptibles d'être annoncées ou conclues après la date du présent rapport de gestion. Bien que l'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion soit fondée sur ce que la direction croit être des hypothèses raisonnables, les investisseurs sont avertis de ne pas se fier indûment à cette information, car les résultats réels pourraient s'en écarter considérablement.

En conséquence, l'information prospective qui figure dans le présent rapport de gestion est présentée sous réserve de la mise en garde qui précède, et rien ne garantit que les résultats et les événements que nous prévoyons se matérialiseront ni, s'ils se matérialisent en bonne partie, qu'ils auront les conséquences ou les effets prévus sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Sauf indication contraire, ou à moins que le contexte n'exige une autre interprétation, l'information prospective figurant dans le présent rapport de gestion est formulée à la date du présent rapport de gestion ou à la date à laquelle il est déclaré qu'elle a été établie, selon le cas, et peut changer après cette date. Cependant, nous n'avons pas l'intention, ni l'obligation, ni le devoir de mettre à jour ou de modifier cette information prospective à la suite de l'obtention de nouveaux renseignements, de la survenance d'événements futurs ou pour toute autre raison, sauf si la loi applicable nous y oblige.

Aperçu

Nous sommes une société de paiements mondiale qui fournit des solutions de paiement aux entreprises en Amérique du Nord, en Europe, en Asie-Pacifique et en Amérique latine. Nous estimons que notre plateforme technologique exclusive, conçue expressément pour les marchés en pleine expansion du commerce électronique et du commerce mobile, nous distingue de nos concurrents. Notre plateforme permet aux clients d'accepter des paiements dans le monde entier indépendamment de l'emplacement, de l'appareil ou de la méthode de paiement privilégié du client. Nos solutions couvrent tout l'environnement de paiement, et comprennent un moteur de paiement pleinement intégré offrant des capacités de traitement mondiales, une solution clé en main pour une expérience de paiement fluide, et une vaste suite d'outils de veille stratégique et de service de gestion des risques guidés par les données. Grâce à l'intégration unique, nous fournissons des fonctions de paiement et de virement fluides et sécurisées, reliant nos clients à leurs clients dans plus de 200 marchés mondialement avec acquisition locale dans 46 de ces marchés. Grâce à la prise en charge de plus de 550 méthodes de paiement alternatives (« MPA »), y compris les cryptomonnaies, et près de 150 devises, nos clients peuvent saisir toutes les opportunités de paiement qui se présentent à eux. En bref, nous fournissons les renseignements et la technologie en matière de paiements dont nos clients ont besoin pour réussir à l'échelle locale comme à l'échelle internationale, au moyen d'une seule intégration. Nous les propulsons vers le succès, et ce, mieux que quiconque.

À l'heure du virage en ligne du commerce mondial, les canaux de commerce électronique et de commerce mobile convergent et créent de nouvelles et de plus en plus nombreuses occasions de croissance pour les entreprises de toutes tailles. Une expansion rapide dans ces canaux de commerce peut toutefois s'avérer complexe et coûteuse pour les entreprises qui font affaire avec plusieurs fournisseurs dans chaque marché local. Par exemple, les marchands peuvent utiliser toutes sortes de systèmes différents pour les services d'accès par passerelle, le traitement des paiements, la prévention de la fraude en ligne et la veille stratégique, notamment, ce qui crée des distractions pouvant nuire au déroulement des activités et des problèmes sur le plan du flux opérationnel, qui à leur tour peuvent entraîner des coûts supplémentaires et une inefficacité financière. Par ailleurs, les consommateurs s'attendent à obtenir une expérience d'achat uniforme sur tous les canaux, qu'ils utilisent un appareil mobile ou un ordinateur. C'est pourquoi nous croyons que les entreprises sont de plus en plus à la recherche de fournisseurs de services de paiement tels que Nuvei, qui propose une approche unifiée et des solutions de bout en bout pour les guider dans cet univers complexe.

Nous vendons et distribuons nos solutions partout dans le monde par l'intermédiaire de trois principaux canaux : les ventes directes, les ventes indirectes pour les PME et les revendeurs du commerce électronique. Notre approche en matière de distribution nous permet de commercialiser efficacement nos solutions technologiques de paiement à grande échelle, et nous l'adaptions en fonction de la région et du marché vertical pour optimiser les ventes. Grâce à nos équipes de ventes locales et à nos revendeurs du commerce électronique, qui agissent comme fournisseurs de technologies de confiance auprès de nos clients, nous pensons être en mesure de servir un plus grand nombre de clients à l'échelle internationale et de grandir avec eux au fil de leur croissance et de leur expansion dans de nouveaux marchés. Nous nous concentrons sur les besoins de nos clients et sur la manière dont nous pouvons les aider à accroître leurs ventes et, par conséquent, notre volume avec eux. En raison de la nature évolutive de notre modèle d'affaires et du levier d'exploitation inhérent, les augmentations de volume total stimulent la croissance rentable des produits.

Nos produits des activités ordinaires sont principalement basés sur le volume de ventes généré par les ventes quotidiennes de nos clients et par divers frais fondés sur les opérations et les abonnements pour notre technologie modulaire. La technologie modulaire comprend, par exemple, la passerelle, le traitement mondial, les MPA, la gestion des devises, les paiements mondiaux, la gestion du risque de fraude, l'émission de cartes, les paiements en cryptomonnaie, le système bancaire ouvert, la communication de données, les outils de rapprochement, ainsi qu'une longue liste de capacités à valeur ajoutée. Nos produits des activités ordinaires sont en grande partie récurrents en raison de la nature critique de notre offre de produits et services et de l'intégration poussée de nos technologies de paiement dans les systèmes de planification des ressources d'entreprise de nos clients. De plus, notre modèle nous a permis de faire croître rapidement nos revenus liés au commerce électronique et au commerce

mobile. Nous croyons que l'étendue et la variété de nos fonctionnalités de paiement aident les clients à établir et à accroître leur présence dans les canaux de commerce émergents dans de nombreux marchés. Nous pouvons ainsi développer avec eux des relations à long terme, qui nous valent un taux de fidélisation élevé et d'importantes occasions de ventes croisées.

Faits saillants financiers pour le trimestre clos le 31 mars 2022 par rapport à 2021 :

- Le volume total^{a)} a augmenté de 42 %, passant de 20,6 G\$ à 29,2 G\$;
- Le commerce électronique ayant représenté 88 % du volume total^{a)};
- Les produits des activités ordinaires se sont accrus de 43 %, passant de 150,5 M\$ à 214,5 M\$;
 - la hausse reflète les variations défavorables d'environ 7 M\$ des cours de change d'un exercice à l'autre;
 - la croissance interne des produits des activités ordinaires^{b)} a été de 32 %, les produits des activités ordinaires générés en interne^{b)} passant de 150,5 M\$ à 198,0 M\$;
- Le bénéfice net a diminué de 84 % passant de 27,8 M\$ à 4,5 M\$, en raison essentiellement de la hausse de 33,1 M\$ des paiements fondés sur des actions attribués aux employés qui se sont joints à la société dans le cadre des acquisitions réalisées au cours du troisième trimestre de 2021 et d'autres attributions incitatives aux employés;
- Le BAIIA ajusté^{b)} a augmenté de 40 %, passant de 65,5 M\$ à 91,6 M\$;
- Le bénéfice net ajusté^{b)} a augmenté de 35 % pour s'établir à 69,1 M\$, comparativement à 51,2 M\$;
- Le bénéfice net dilué par action a diminué de 89 % pour se chiffrer à 0,02 \$, comparativement à 0,19 \$;
- Le bénéfice net ajusté dilué par action^{b)} a augmenté de 31 % pour s'établir à 0,46 \$, comparativement à 0,35 \$.
- Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont élevés à 65,7 M\$, en hausse de 23 % par rapport à 53,4 M\$;
- Les flux de trésorerie disponibles^{b)} ont augmenté de 36 % pour s'établir à 82,5 M\$, comparativement à 60,7 M\$;
- Le solde de trésorerie s'élevait à 735,0 M\$ au 31 mars 2022, comparativement à 748,6 M\$ au 31 décembre 2021, en raison principalement du rachat et de l'annulation d'environ 1,2 million d'actions à droit de vote subordonné pour une contrepartie totale, compte tenu des coûts de transaction, de 74,8 M\$.

a) Le volume total ne représente pas les produits des activités ordinaires gagnés par la société, mais plutôt la valeur totale en dollars des transactions traitées par les commerçants en vertu d'une entente contractuelle avec la société. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ».

b) Le BAIIA ajusté, les produits des activités ordinaires générés en interne, la croissance interne des produits des activités ordinaires, le bénéfice net ajusté, le bénéfice net ajusté dilué par action et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS et des mesures financières supplémentaires. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ».

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 7 mars 2022, le conseil a approuvé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant l'achat aux fins d'annulation d'un maximum de 6 617 416 actions à droit de vote subordonné, représentant environ 10 % des actions à droit de vote subordonné au 28 février 2022. La société est autorisée à effectuer des rachats aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours de la période allant du 10 mars 2022 au 9 mars 2023, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto (la « TSX ») et du Nasdaq et aux lois sur les valeurs mobilières applicables. Nous avons également souscrit à un régime de rachat de titres automatique auprès d'un courtier en valeurs mobilières afin de pouvoir racheter des actions à droit de vote subordonné dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours des périodes d'interdiction d'opérations qui sont imposées à la société. En vertu de cette entente, le courtier pourra racheter des actions à droit de vote subordonné, sans consulter la société, sous réserve d'un cours de l'action prédéfini et d'autres limites imposées par la société et soumises à la réglementation de la TSX et du Nasdaq et aux lois sur les valeurs mobilières applicables, notamment une restriction de rachat quotidienne. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2022, la société a racheté et annulé 1 208 766 actions à droit de vote subordonné pour une contrepartie totale, compte tenu des coûts de transaction, de 74,8 M\$.

Loan Payment Pro (« LPP »)

Le 4 février 2022, la société a reçu un avis d'exercice de l'option de vente détenue par les détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle de LPP qui obligeait la société à acquérir la participation restante de 40 % dans LPP à la juste valeur marchande. Le 7 avril 2022, la société a conclu l'acquisition de la participation restante de 40 % dans LPP pour une contrepartie en trésorerie de 39,8 M\$.

Répercussions de la COVID-19 sur notre exploitation

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré que l'épidémie de COVID-19 était une pandémie. Devant cette situation, de nombreux gouvernements, États, villes et autres régions géographiques ont mis en place des mesures de prévention ou de protection, notamment les interdictions et les restrictions concernant les voyages, la fermeture temporaire d'entreprises, la mise en quarantaine ou l'ordre de rester à domicile ou de confinement total. La pandémie de COVID-19 a perturbé l'économie et mis des pressions sans précédent sur les gouvernements, les réseaux de soins de santé publics, les entreprises et les particuliers du monde entier.

La propagation de la COVID-19 nous a obligés à modifier nos pratiques commerciales afin de tenter de réduire au minimum le risque d'infection chez nos employés, nos partenaires, nos marchands et leurs clients, ainsi que dans les collectivités où nous sommes présents. En réaction à la pandémie de COVID-19, nous avons adopté une approche axée sur les personnes, en accordant la priorité à la santé et à la sécurité de nos employés et des collectivités locales et en permettant rapidement à nos employés de faire du télétravail, en mettant en place des restrictions de voyage pour toutes les activités non essentielles et en modifiant les événements de la société pour qu'ils soient exclusivement virtuels. La pandémie de COVID-19 n'a pas entraîné de licenciements ni de chômage technique. Nous avons mis en œuvre notre plan de continuité des activités, qui englobe la gestion du portefeuille de commerçants (examen et surveillance renforcés des commerçants des secteurs les plus touchés, modification du processus de facturation qui passe de mensuel à quotidien) et la gestion de la chaîne d'approvisionnement (intervention visant à assurer la continuité du service ou de l'approvisionnement, négociations de rabais s'il y a lieu). L'incidence négative de la pandémie de COVID-19 à ce jour sur nos activités et les résultats présentés dans nos états financiers intermédiaires a été limitée grâce à notre forte présence dans le commerce électronique^{a)} (représentant environ 88 % du volume total au cours du trimestre clos le 31 mars 2022), ce qui a permis d'atténuer toute incidence négative de la pandémie sur nos activités.

L'incertitude persiste quant à la gravité, à l'ampleur et à la durée de la pandémie de COVID-19, y compris l'apparition de nouveaux variants tels que le Delta, l'Omicron et le BA.2, et à la capacité à contrôler la recrudescence des cas dans le monde entier, ce qui complique l'évaluation de l'incidence future sur nos employés, nos partenaires, nos commerçants et leurs clients, les marchés finaux que nous servons et l'effet qui en résulte sur notre entreprise et nos activités, à court et à long terme. L'importance de la pandémie de COVID-19 pour nos activités et son incidence continue sur celles-ci dépendront de certains facteurs futurs, y compris les suivants : la durée de la pandémie et la propagation du virus; les réponses des gouvernements à la pandémie; des retards dans le déploiement de la vaccination; l'efficacité des vaccins contre le virus et ses mutations; les répercussions sur nos clients et sur nos cycles de vente; les répercussions sur les événements touchant les clients, le secteur ou les employés; l'incidence sur les activités économiques et le commerce national et international; et les répercussions sur nos partenaires, nos marchands et leurs clients, les fournisseurs de services tiers, les consommateurs et les chaînes d'approvisionnement, lesquels développements sont tous incertains et ne peuvent être prévus. Par conséquent, il existe un niveau d'incertitude plus élevé en ce qui concerne les jugements, les hypothèses et les estimations de la direction. Se reporter à la rubrique intitulée « Risques liés à nos activités et au secteur – La pandémie de COVID-19 qui sévit actuellement, y compris l'incertitude économique mondiale qui en découle et les mesures prises en réponse à la pandémie, a et devrait continuer d'avoir une incidence défavorable sur nos activités ainsi que sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation futurs, et cette incidence défavorable pourrait être importante » de notre notice annuelle, pour plus de détails sur la façon dont la COVID-19 pourrait avoir une incidence sur nos résultats futurs.

a) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ».

Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Nos états financiers intermédiaires ont été établis conformément aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board. Dans le présent rapport de gestion, il est fait référence à des mesures financières non conformes aux IFRS, à des ratios financiers non conformes aux IFRS et à des mesures financières supplémentaires, à savoir le BAIIA ajusté, les produits des activités ordinaires générés en interne, la croissance interne des produits des activités ordinaires, le bénéfice net ajusté le bénéfice net ajusté de base par action, le bénéfice net ajusté dilué par action, les flux de trésorerie disponibles, le volume total et le volume de commerce électronique. Ces mesures ne sont pas des mesures reconnues par les IFRS et n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS; par conséquent, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures sont plutôt fournies à titre d'information supplémentaire destinée à compléter les mesures établies conformément aux IFRS en vue de favoriser une meilleure compréhension de nos résultats d'exploitation de notre point de vue. Ces mesures ne doivent donc pas être prises en considération isolément ni être considérées comme pouvant remplacer, aux fins d'analyse, l'information financière de la société établie conformément aux IFRS. Ces mesures sont présentées afin de fournir aux investisseurs des informations supplémentaires permettant d'évaluer notre rendement d'exploitation et elles font donc ressortir des tendances de nos principales activités que les mesures conformes aux IFRS seules ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. Nous croyons également que les analystes financiers, les investisseurs et les autres parties intéressées ont fréquemment recours à ces mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières pour évaluer les émetteurs. Nous utilisons également ces mesures afin de faciliter les comparaisons de rendement d'une période à l'autre, de préparer les budgets d'exploitation et prévisions annuels et d'établir les composantes de la rémunération de la direction. Nous estimons que ces mesures sont des mesures supplémentaires importantes de notre rendement, du fait principalement que ces mesures, tout comme d'autres mesures similaires, sont communément utilisées par les parties prenantes du secteur des technologies de paiement pour évaluer le rendement d'exploitation sous-jacent d'une société.

Mesures financières non conformes aux IFRS

BAIIA ajusté : Nous utilisons le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement d'exploitation, en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie. Le BAIIA ajusté est défini comme étant le bénéfice net (la perte nette) avant les charges financières, les produits financiers, la dotation aux amortissements, la charge d'impôt sur le résultat, les coûts d'acquisition, les coûts d'intégration et les indemnités de départ, les paiements fondés sur des actions et les cotisations sociales connexes, la perte (le profit) de change et les règlements juridiques et autres.

Bénéfice net ajusté : Nous utilisons le bénéfice net ajusté comme indicateur du rendement et de la rentabilité des activités dans le cadre de notre structure fiscale et de notre structure du capital actuelles. Le bénéfice net ajusté est défini comme étant le bénéfice net (la perte nette) avant les coûts d'acquisition, les coûts d'intégration et les indemnités de départ, les paiements fondés sur des actions et les cotisations sociales connexes, la perte (le profit) de change, l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et la charge ou le produit d'impôt sur le résultat se rapportant à ces éléments. Le bénéfice net ajusté exclut également la variation de la valeur de rachat des actions ordinaires et privilégiées classées à titre de passifs, la variation de la juste valeur du passif au titre des rachats d'actions et l'amortissement accéléré des coûts de transaction différés et des règlements juridiques et autres.

Flux de trésorerie disponibles : Nous utilisons les flux de trésorerie disponibles comme indicateur supplémentaire de notre rendement d'exploitation. Les flux de trésorerie disponibles sont définis comme étant, pour toute période, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement.

Ratios financiers non conformes aux IFRS

Bénéfice net ajusté de base et dilué par action : Nous utilisons le bénéfice net ajusté de base et dilué par action comme indicateur du rendement et de la rentabilité de nos activités par action. Le bénéfice net ajusté de base et dilué par action correspond au bénéfice net ajusté diminué du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle, divisé par le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions ordinaires en circulation pour la période. Le nombre d'attributions fondées sur des actions utilisé dans le nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation pour calculer le bénéfice net ajusté dilué par action est déterminé à l'aide de la méthode du rachat d'actions conformément aux IFRS.

Mesures financières supplémentaires

Nous surveillons les indicateurs de rendement clés suivants pour nous aider à évaluer notre entreprise, à mesurer notre rendement, à reconnaître les tendances qui influencent nos activités, à formuler des plans d'affaires et à prendre des décisions stratégiques. Nos indicateurs de rendement clés peuvent être calculés d'une manière qui diffère des indicateurs de rendement clés similaires utilisés par d'autres sociétés.

Produits des activités ordinaires générés en interne : Nous utilisons les produits des activités ordinaires générés en interne pour évaluer le rendement. Cette mesure aide à donner un aperçu de la croissance interne et de la croissance liée aux acquisitions et présente des informations utiles sur la croissance des produits des activités ordinaires comparables. Les produits des activités ordinaires générés en interne désignent les produits des activités ordinaires compte non tenu des produits des activités ordinaires attribuables aux entreprises acquises pendant une période de 12 mois suivant leur acquisition et compte non tenu des produits des activités ordinaires attribuables aux entreprises cédées.

Croissance interne des produits des activités ordinaires : La croissance interne des produits des activités ordinaires s'entend de la variation des produits des activités ordinaires générés en interne d'un exercice à l'autre, divisée par les produits des activités ordinaires générés en interne de la période précédente. Nous utilisons la croissance interne des produits des activités ordinaires pour évaluer les tendances des produits dans notre entreprise sur une base comparable par rapport à l'exercice précédent.

Volume total et volume de commerce électronique : Nous sommes d'avis que le volume total et le volume de commerce électronique sont des indicateurs du rendement de notre entreprise. Le volume total et d'autres mesures similaires sont communément utilisés par les parties prenantes du secteur des paiements pour évaluer le rendement d'une société. Nous définissons le volume total comme la valeur totale en dollars des transactions traitées au cours de la période par les commerçants en vertu d'un accord contractuel conclu avec nous. Le volume du commerce électronique s'entend de la portion du volume total pour laquelle la transaction n'a pas eu lieu dans un emplacement physique. Le volume total et le volume de commerce électronique ne représentent pas les produits que nous avons gagnés. Le volume total comprend le volume d'acquisition, qui suppose des mouvements de fonds dans le cycle des transactions de règlement, et le volume lié à nos services technologiques et de passerelle, qui suppose la prestation de ces services sans mouvements de fonds dans le cycle des transactions de règlement, ainsi que la valeur totale en dollars des transactions traitées au titre des méthodes de paiement alternatives et des paiements. Étant donné que nos produits des activités ordinaires se composent principalement des produits tirés du volume de ventes et des services de transaction générés par les ventes quotidiennes des commerçants et par divers services à valeur ajoutée fournis aux commerçants, une fluctuation du volume total aura généralement des effets sur nos produits des activités ordinaires.

Rapprochement du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie disponibles avec le bénéfice net et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Le tableau qui suit présente un rapprochement du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie disponibles avec le bénéfice net et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour les périodes indiquées :

	Trimestres clos les	
	31 mars	
	2022	2021
(en milliers de dollars américains)	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	65 734	53 403
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(1 793)	(1 350)
Amortissement des immobilisations incorporelles	(24 650)	(19 648)
Amortissement des actifs sur contrat	(427)	(487)
Paielements fondés sur des actions	(37 187)	(4 105)
Charges financières nettes	(7 110)	(2 456)
Profit (perte) de change	(580)	445
Charge d'impôt sur le résultat	(8 612)	(5 059)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	13 618	3 198
Intérêts payés	4 266	2 836
Impôt payé	1 255	1 013
Bénéfice net	4 514	27 790
Charges financières	7 741	3 315
Produits financiers	(631)	(859)
Dotation aux amortissements	26 443	20 998
Charge d'impôt sur le résultat	8 612	5 059
Coûts d'acquisition et d'intégration et indemnités de départ ^{a)}	6 554	5 340
Paielements fondés sur des actions et cotisations sociales connexes ^{b)}	37 240	4 105
Perte (profit) de change	580	(445)
Règlements juridiques et autres ^{c)}	525	159
BAIIA ajusté	91 578	65 462
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(9 061)	(4 738)
Flux de trésorerie disponibles	82 517	60 724

a) Ces charges se rapportent :

- i) aux honoraires de professionnels, aux frais juridiques, aux frais de consultation, aux frais comptables ainsi qu'aux autres frais liés à nos activités d'acquisition et de financement. Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, ces charges se sont élevées à 2,8 M\$ (5,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021). Ces charges sont présentées au poste « Honoraires de professionnels » sous les « Frais de vente et charges générales et administratives »;
- ii) à la rémunération liée aux acquisitions. Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, ces charges ont été de 3,4 M\$ (néant pour le trimestre clos le 31 mars 2021). Ces charges sont présentées au poste « Rémunération des employés » sous les « Frais de vente et charges générales et administratives »;
- iii) à la variation de la contrepartie d'achat différée relative aux entreprises acquises antérieurement. Aucun montant n'a été comptabilisé en 2021 ni en 2022. Ces montants sont présentés dans les frais de vente et charges générales et administratives;
- iv) aux indemnités de départ et aux coûts d'intégration, qui ont été de 0,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022 (négligeables pour le trimestre clos le 31 mars 2021). Ces coûts sont présentés dans les frais de vente et charges générales et administratives.

b) Ces charges représentent des charges comptabilisées relativement à des options sur actions et à d'autres attributions faites dans le cadre de régimes d'attributions fondées sur des actions, ainsi que les cotisations sociales connexes qui sont directement attribuables aux paielements fondés sur des actions. Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, les charges se composent de paielements fondés sur des actions sans effet de trésorerie de 37,2 M\$ (4,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021), ainsi que de charges au titre des cotisations sociales connexes de 0,1 M\$ (néant en 2021).

c) Ce poste représente principalement des règlements juridiques et des coûts juridiques connexes, ainsi que des profits, des pertes et des provisions hors trésorerie et certains autres coûts. Ces charges sont présentées dans les frais de vente et charges générales et administratives.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, le BAIIA ajusté s'est établi à 91,6 M\$, ce qui dépasse la limite supérieure de nos perspectives financières précédemment publiées de 82 M\$ à 85 M\$, du fait principalement que les frais de vente et charges générales et administratives ont été moins élevés que prévu.

Rapprochement des produits des activités ordinaires générés en interne et de la croissance interne des produits des activités ordinaires avec les produits des activités ordinaires

Le tableau suivant présente un rapprochement des produits des activités ordinaires avec les produits des activités ordinaires générés en interne et la croissance interne des produits des activités ordinaires pour les périodes indiquées :

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestre clos le 31 mars 2022				Trimestre clos le 31 mars 2021				
	Produits des activités ordinaires présentés	Produits des activités ordinaires tirés des acquisitions ^{a)}	Cessions	Produits des activités ordinaires générés en interne	Produits des activités ordinaires présentés	Cessions	Produits des activités ordinaires générés en interne comparables	Croissance des produits des activités ordinaires	Croissance interne des produits des activités ordinaires
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$		
Produits des activités ordinaires	214 544	(16 591)	—	197 953	150 480	—	150 480	43 %	32 %

a) Nous avons acquis Mazooma Technical Services Inc. (« Mazooma ») le 3 août 2021, ainsi que SimplexCC Ltd. (« Simplex ») et Paymentez LLC (« Paymentez ») le 1^{er} septembre 2021.

Rapprochement du bénéfice net ajusté et du bénéfice net ajusté par action de base et par action dilué avec le bénéfice net

Le tableau qui suit présente un rapprochement du bénéfice net ajusté avec le bénéfice net pour les périodes indiquées :

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Trimestres clos les	
	2022	2021
	\$	\$
Bénéfice net	4 514	27 790
Variation de la juste valeur du passif au titre des rachats d'actions	2 174	—
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ^{a)}	22 981	18 212
Coûts d'acquisition et d'intégration et indemnités de départ ^{b)}	6 554	5 340
Paiements fondés sur des actions et cotisations sociales connexes ^{c)}	37 240	4 105
Perte (profit) de change	580	(445)
Règlements juridiques et autres ^{d)}	525	159
Ajustements	70 054	27 371
Charge d'impôt sur le résultat liée aux ajustements ^{e)}	(5 512)	(4 000)
Bénéfice net ajusté	69 056	51 161
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	(1 511)	(976)
Bénéfice net ajusté attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société	67 545	50 185
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation		
De base	142 862 946	138 201 970
Dilué	146 604 820	142 741 312
Bénéfice net ajusté par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société^{f)}		
De base	0,47	0,36
Dilué	0,46	0,35

a) Ce poste a trait à la dotation aux amortissements comptabilisée à l'égard des immobilisations incorporelles par suite du processus d'ajustement du coût d'achat lié aux sociétés et aux entreprises acquises et d'un changement de contrôle de la société.

b) Ces charges se rapportent :

- i) aux honoraires de professionnels, aux frais juridiques, aux frais de consultation, aux frais comptables ainsi qu'aux autres frais liés à nos activités d'acquisition et de financement. Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, ces frais se sont élevés à 2,8 M\$ (5,3 M\$ pour le trimestre clos 31 mars 2021). Ces charges sont présentées au poste « Honoraires de professionnels » sous les « Frais de vente et charges générales et administratives »;
- ii) à la rémunération liée aux acquisitions. Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, ces charges ont été de 3,4 M\$ et néant pour le trimestre clos le 31 mars 2021. Ces charges sont présentées au poste « Rémunération des employés » sous les « Frais de vente et charges générales et administratives »;
- iii) à la variation de la contrepartie d'achat différée relative aux entreprises acquises antérieurement. Aucun montant n'a été comptabilisé en 2021 ni en 2022. Ces montants sont présentés dans les frais de vente et charges générales et administratives;
- iv) aux indemnités de départ et aux coûts d'intégration, qui ont été de 0,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022 (négligeables pour le trimestre clos le 31 mars 2021). Ces coûts sont présentés dans les frais de vente et charges générales et administratives.

c) Ces charges représentent des charges comptabilisées relativement à des options sur actions et à d'autres attributions faites dans le cadre de régimes d'attributions fondées sur des actions, ainsi que les cotisations sociales connexes qui sont directement attribuables aux paiements fondés sur des actions. Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, les charges se composent de paiements fondés sur des actions sans effet de trésorerie de 37,2 M\$ (4,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021), ainsi que de charges au titre des cotisations sociales connexes de 0,1 M\$ (néant en 2021).

d) Ce poste représente principalement des règlements juridiques et des coûts juridiques connexes, ainsi que des profits, des pertes et des provisions hors trésorerie et certains autres coûts. Ces charges sont présentées dans les frais de vente et charges générales et administratives.

e) Ce poste représente la charge d'impôt sur le résultat sur les ajustements imposables au moyen du taux d'impôt de la juridiction applicable.

f) Le nombre d'attributions fondées sur des actions utilisé dans le nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation pour calculer le bénéfice net ajusté par action dilué est déterminé à l'aide de la méthode du rachat d'actions conformément aux IFRS.

Sommaire des facteurs qui influencent notre rendement

Nous pensons que la croissance et le succès futurs de notre entreprise dépendent de nombreux facteurs, notamment ceux qui sont décrits ci-dessous. Si chacun de ces facteurs présente des possibilités importantes pour notre entreprise, ils posent également des défis importants, dont certains sont abordés ci-dessous ainsi qu'à la rubrique « Risques liés à nos activités et au secteur » de notre notice annuelle, et dans nos autres documents déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, qui peuvent tous être consultés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com et sur EDGAR à l'adresse www.sec.gov.

Croissance grâce à nos clients actuels. Notre succès est directement lié à celui de nos clients. Nous nous concentrons sur les marchés à forte croissance dans les domaines du commerce électronique et du commerce mobile et prévoyons de croître parallèlement à nos clients actuels, à mesure qu'ils percent de nouveaux marchés au sein de marchés finaux sélectionnés à forte croissance notamment dans la vente au détail en ligne, les places de marché en ligne, les biens et services numériques, les jeux en ligne réglementés, les jeux sociaux, les services financiers et les voyages. La majeure partie de notre volume total provient des clients du commerce électronique et du commerce mobile, qui représentaient 88 % de notre volume total pour le trimestre clos le 31 mars 2022. Les principales caractéristiques de ces marchés verticaux sont la croissance inhérente, la longévité et la propension à exercer des activités à l'échelle mondiale.

En outre, nos clients actuels nous offrent une occasion importante de vente croisée et de vente incitative de biens et de services, avec des dépenses supplémentaires réduites liées à la vente et au marketing. À mesure que nos clients augmentent leur volume d'activités, nous pouvons proposer davantage de solutions à partir de notre propre plateforme commerciale. La croissance de nos produits ainsi que l'atteinte et le maintien de la rentabilité dépendent de notre capacité à maintenir les relations avec les clients existants et à continuer de les encourager à utiliser notre suite complète de solutions.

Acquisition de nouveaux clients. La croissance de nos produits des activités ordinaires dépendra aussi largement de l'efficacité de nos efforts de vente et de marketing. Nous disposons d'une expérience importante en matière de vente et de marketing, après avoir conclu des ententes de services avec des PME en Amérique du Nord et de grandes entreprises en Europe. Nous avons l'intention de tirer parti de cette expérience et d'élargir notre bassin de clients en ciblant les grandes entreprises en Amérique du Nord et en mettant l'accent sur les canaux du commerce électronique et du commerce mobile. La clé du succès en ce qui a trait à l'expansion de notre bassin de clients est l'investissement continu dans notre équipe de vente directe et l'exploitation de notre réseau étendu et diversifié de partenaires de distribution.

Expansion dans des régions à l'échelle internationale. Nous comptons également étendre et approfondir notre présence dans les zones géographiques où nous commençons actuellement à exercer nos activités, comme l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine. Notre expansion a également été motivée par les besoins de nos clients. Pour chaque nouveau pays où nous cherchons à prendre de l'expansion, nous nous concentrons sur la compréhension des besoins du marché local et investissons pour établir des relations, tout en acquérant une compréhension des cadres réglementaires et de conformité locaux appropriés. Nous pensons que cela contribuera à notre stratégie de croissance qui consiste à obtenir une présence et une connectivité mondiales sur tous les marchés ciblés.

Investissement dans notre technologie et notre portefeuille de produits. Nous croyons que notre culture de technologie à l'avant-plan nous permet d'améliorer notre offre afin de demeurer aux premiers rangs de l'innovation en matière de services de paiement. Plus précisément, notre plateforme commerciale nous permet de fournir des solutions de paiement complètes et ainsi d'offrir une expérience de transactions pratique et sécurisée à nos clients et à leurs clients. Il est nécessaire d'investir davantage dans cette plateforme afin d'élargir et de tenir notre portefeuille de services destinés aux clients à jour sur le plan technologique. Il est également essentiel de maintenir une collaboration étroite avec nos clients au moyen d'une communication permanente et de boucles de rétroaction, car cela permet de mieux concevoir et de fournir des solutions qui répondent à leurs besoins spécifiques et changeants.

Maintien et renforcement de nos relations avec les banques acquéreuses. Nous avons établi des relations solides avec des banques acquéreuses en Amérique du Nord. C'est en maintenant ou en développant ces relations, et grâce à une collaboration étroite visant le maintien de procédures adéquates de suivi du profil de risque de notre bassin de clients, que nous pourrions mettre en œuvre nos stratégies de croissance.

Adaptation aux changements réglementaires. En raison de la nature de notre offre de produits et de services, nous devons respecter des régimes de réglementation stricts dans les pays où nous exerçons nos activités. Nos équipes d'exploitation connaissent parfaitement les différentes exigences réglementaires. Au fur et à mesure que la réglementation évoluera ou que nous pénétrerons de nouveaux marchés où les exigences réglementaires sont différentes, nous continuerons d'améliorer et de modifier, au besoin, nos capacités sur le plan de la conformité, comme nos capacités en matière de souscription, de gestion des risques, d'identification des clients et de lutte contre le blanchiment d'argent, de manière aussi transparente que possible, afin de réduire au minimum les perturbations sur les activités de nos clients.

Réussite des acquisitions récentes et futures. Nous avons l'intention d'accroître nos capacités et notre croissance interne au moyen d'acquisitions stratégiques et tactiques. Il est essentiel pour notre succès de continuer à faire preuve d'une grande discipline pour intégrer dans notre société les acquisitions récentes, comme celles de Base Commerce, de Mazooma, de Simplex et de Paymentez, ainsi que les acquisitions futures, de manière à nous permettre de réaliser tout le potentiel de ces acquisitions.

Principaux éléments des résultats d'exploitation

Produits des activités ordinaires

Services de transaction et de traitement offerts aux commerçants. Nos produits tirés des services de transaction et de traitement offerts à nos clients proviennent principalement du commerce électronique et des services de traitement des paiements aux points de vente au détail et découlent des relations établies avec les différents commerçants. De plus, les produits des activités ordinaires tirés des services de transaction et de traitement proviennent de contrats conclus avec des institutions financières et d'autres acquéreurs commerçants, dont la durée varie généralement de trois à cinq ans. Les contrats stipulent les types de services et précisent la manière dont les frais seront engagés et calculés. Les produits des activités ordinaires tirés des services de transaction et de traitement offerts aux commerçants sont générés par le traitement des transactions de paiement électronique pour le compte des commerçants.

Nos produits tirés des services de transaction et de traitement sont principalement composés a) de frais calculés en fonction d'un pourcentage de la valeur monétaire des transactions traitées; b) de frais calculés en fonction du nombre de transactions traitées; c) de frais de service; ou d) d'une combinaison de ces frais qui sont associés aux services de transaction et de traitement.

Nous présentons les produits des activités ordinaires déduction faite des frais d'interchange perçus par les institutions financières émettrices de cartes et des frais perçus par les réseaux de paiement lorsqu'il est établi que nous agissons en tant que mandataire et n'avons pas la capacité de décider de l'utilisation des services et d'en tirer la quasi-totalité des avantages.

Autres produits des activités ordinaires. Dans le cadre de nos contrats conclus avec nos clients, nous pouvons vendre du matériel (« équipement au point de vente »). Le matériel se compose de terminaux ou de dispositifs de passerelle. Nous ne fabriquons pas de matériel, mais en achetons auprès de fournisseurs tiers et le conservons en stock jusqu'à ce qu'un client l'achète.

Pour plus de précisions sur nos méthodes de comptabilisation des produits des activités ordinaires, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Coût des ventes

Coûts de traitement. Les coûts de traitement sont constitués des frais versés aux fournisseurs de services de traitement des paiements. Dans le cas où nous sommes le principal débiteur fournissant des services de traitement des paiements, nous comptabilisons les frais de traitement versés aux fournisseurs de services de traitement comme un coût des ventes. Si nous ne sommes pas le principal débiteur fournissant des services de traitement des paiements, les frais de traitement sont déduits des produits des activités ordinaires inscrits à l'égard de cette transaction et nous ne comptabilisons pas les frais de traitement distincts comme un coût des ventes. Les coûts de traitement incluent également les pertes découlant des solutions de garantie des transactions.

Coût des produits vendus. Le coût des produits vendus se compose principalement des coûts associés à la vente d'équipement au point de vente, comme le coût d'acquisition de l'équipement, y compris le prix d'achat, les dépenses associées à une entreprise tierce chargée de s'occuper des commandes, de l'expédition, de la manutention et des ajustements des stocks.

Frais de vente et charges générales et administratives

Nos frais de vente et charges générales et administratives représentent principalement les montants liés i) aux commissions, ii) à l'amortissement des immobilisations corporelles et à l'amortissement des immobilisations incorporelles et iii) à la rémunération des employés.

Commissions. Les commissions représentent les incitatifs versés à des intermédiaires tiers pour avoir recommandé des commerçants.

Amortissement des immobilisations corporelles. L'amortissement des immobilisations corporelles représente l'amortissement des biens et du matériel, principalement l'équipement aux points de vente, le matériel de bureau, le matériel informatique, le mobilier et les agencements, les améliorations locatives et les actifs au titre de droits d'utilisation relatifs aux bâtiments. Nous calculons l'amortissement des immobilisations corporelles selon le mode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif concerné ou sur la durée restante du contrat de location, selon le cas.

Amortissement des immobilisations incorporelles. L'amortissement des immobilisations incorporelles représente l'amortissement des actifs incorporels, qui se composent de logiciels mis au point à l'interne et de logiciels achetés à l'externe qui sont utilisés pour fournir des services de traitement aux clients. Les immobilisations incorporelles comprennent également des marques de commerce, des technologies et les relations avec les partenaires et les commerçants, qui sont acquises par la société. Les immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif concerné.

Rémunération des employés. La rémunération des employés comprend les salaires et les avantages (à l'exclusion des paiements fondés sur des actions, qui sont présentés à part) gagnés par nos employés. La rémunération des employés comprend les coûts liés aux divers services au sein de la société, y compris celui de la technologie, celui des ventes et de la commercialisation et celui de l'exploitation, ainsi que les divers services de soutien des activités commerciales.

Les frais de vente et charges générales et administratives comprennent également les pertes sur transactions, les honoraires de professionnels, les paiements fondés sur des actions, l'ajustement de la contrepartie conditionnelle et d'autres charges.

Nous nous attendons à voir augmenter nos charges générales et administratives, notamment les frais comptables et juridiques, du fait que nous procéderons à des investissements dans nos activités, notamment dans notre équipe des ventes, et que nous devons engager des coûts de conformité liés au statut de société ouverte inscrite à la cote de deux bourses. Se reporter à la rubrique intitulée « Risques liés à la réglementation » de notre notice annuelle.

Charges financières nettes

Les charges financières nettes représentent essentiellement les montants liés aux éléments suivants :

Intérêts sur les facilités de prêt et emprunts. Les charges d'intérêts comprennent essentiellement les intérêts payés à l'égard des emprunts à terme contractés en vertu des facilités de crédit.

Produits d'intérêts sur les avances consenties à des tiers. Depuis l'exercice clos le 31 décembre 2018, nous consentons des avances à une organisation commerciale indépendante tierce. Aux termes des conventions conclues avec l'organisation commerciale indépendante tierce, nous avons acquis les droits aux flux de trésorerie provenant d'un portefeuille de contrats avec des commerçants. Les conventions prévoient des paiements garantis minimaux pour les trois premières années. Au terme de ces trois années, le portefeuille de contrats avec les commerçants est fixe, et les flux de trésorerie ne sont plus garantis. Les montants reçus seront alors imputés à l'état consolidé du résultat net.

Variation de la juste valeur du passif au titre des rachats d'actions. La société a comptabilisé un passif au titre des rachats d'actions se rapportant à l'entente relative au régime de rachat de titres automatique. Le passif au titre des rachats d'actions est comptabilisé à sa juste valeur marchande jusqu'à son règlement ou à la résiliation de l'entente, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans les charges financières.

Perte (profit) de change

La perte (le profit) de change découle des éléments monétaires qui sont détenus par la société ou ses filiales dans une monnaie différente de sa monnaie fonctionnelle. Ces éléments sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au moyen des cours de change en vigueur à la date des transactions ou, lorsque les éléments sont réévalués, à la date de clôture. Les profits et pertes en résultant qui sont comptabilisés par la suite sont classés à titre de perte (profit) de change.

Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés en résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente de l'information tirée de nos états consolidés du résultat net et du résultat global pour les trimestres clos les 31 mars 2022 et 2021 :

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Trimestres clos les	
	2022	2021
	\$	\$
Produits des activités ordinaires	214 544	150 480
Coût des ventes	46 916	27 184
Marge brute	167 628	123 296
Frais de vente et charges générales et administratives	146 812	88 436
Bénéfice d'exploitation	20 816	34 860
Produits financiers	(631)	(859)
Charges financières	7 741	3 315
Charges financières nettes	7 110	2 456
Perte (profit) de change	580	(445)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	13 126	32 849
Charge d'impôt sur le résultat	8 612	5 059
Bénéfice net	4 514	27 790
Autres éléments du résultat global		
Établissements à l'étranger – écart de conversion	(4 862)	(14 849)
Résultat global	(348)	12 941
Bénéfice net attribuable aux éléments suivants :		
Porteurs d'actions ordinaires de la société	3 003	26 814
Participation ne donnant pas le contrôle	1 511	976
	4 514	27 790
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation		
De base	142 862 946	138 201 970
Dilué	146 604 820	142 741 312
Bénéfice net par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société		
De base	0,02	0,19
Dilué	0,02	0,19

Le tableau qui suit présente sommairement nos produits des activités ordinaires par région en fonction du lieu de facturation du commerçant pour les trimestres clos les 31 mars 2022 et 2021 :

	Trimestres clos les 31 mars		Variation	
	2022	2021		
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	\$	\$	\$	%
Produits des activités ordinaires				
Europe, Moyen-Orient et Afrique	124 587	72 132	52 455	73
Amérique du Nord	80 665	71 455	9 210	13
Amérique latine	6 425	5 140	1 285	25
Asie-Pacifique	2 867	1 753	1 114	64
	214 544	150 480	64 064	43

Résultats d'exploitation pour les trimestres clos les 31 mars 2022 et 2021

Produits des activités ordinaires

	Trimestres clos les 31 mars		Variation	
	2022	2021		
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	\$	\$	\$	%
Produits des activités ordinaires	214 544	150 480	64 064	43

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 64,1 M\$, ou 43 %, comparativement à ceux inscrits pour le trimestre clos le 31 mars 2021. La hausse des produits des activités ordinaires s'explique principalement par la croissance interne qui a découlé surtout de la hausse du volume de commerce électronique et, dans une moindre mesure, par nos acquisitions. Cette hausse a également été partiellement contrebalancée par les variations défavorables d'environ 7,2 M\$ des cours de change d'un exercice à l'autre. Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, la croissance interne des produits des activités ordinaires a été de 32 %. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ».

Le volume total a augmenté de 8,6 G\$, ou 42 %, passant de 20,6 G\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021 à 29,2 G\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022.

Coût des ventes

	Trimestres clos les 31 mars		Variation	
	2022	2021	\$	%
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)				
Coût des ventes	46 916 \$	27 184 \$	19 732	73
En pourcentage des produits des activités ordinaires	21,9 %	18,1 %		

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, le coût des ventes a augmenté de 19,7 M\$, ou 73 %, comparativement à celui inscrit pour le trimestre clos le 31 mars 2021, en raison surtout de la hausse des coûts de traitement.

L'augmentation des coûts de traitement est principalement attribuable à la croissance interne du volume total et à la prise en compte des entreprises acquises. Le coût des ventes en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté pour s'établir à 21,9 % pour le trimestre clos le 31 mars 2022, en comparaison de 18,1 % pour le trimestre clos le 31 mars 2021, du fait essentiellement que le coût des ventes de Simplex est plus élevé que celui associé aux activités de Nuvei, en raison des coûts liés au modèle de service de ses commerçants.

Frais de vente et charges générales et administratives

	Trimestres clos les 31 mars		Variation	
	2022	2021		
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	\$	\$	\$	%
Frais de vente et charges générales et administratives				
Commissions	27 798	28 953	(1 155)	(4)
Rémunération des employés	37 799	21 023	16 776	80
Paielements fondés sur des actions	37 187	4 105	33 082	n. s.
Dotation aux amortissements	26 443	20 998	5 445	26
Honoraires de professionnels	7 650	6 920	730	11
Autres	9 935	6 437	3 498	54
	146 812	88 436	58 376	66

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté de 58,4 M\$, ou 66 %, comparativement à ceux inscrits pour le trimestre clos le 31 mars 2021, en raison essentiellement des éléments suivants :

Commissions. Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, la charge liée aux commissions a diminué de 1,2 M\$, ou 4 %, par rapport à celle inscrite pour le trimestre clos le 31 mars 2021. La diminution est principalement attribuable à la baisse des produits des activités ordinaires visés par des commissions par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Rémunération des employés. Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, la rémunération des employés a augmenté de 16,8 M\$, ou 80 %, par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021. La rémunération des employés comprend les coûts liés aux divers services au sein de la société, y compris celui des technologies, celui des ventes et de la commercialisation, celui des ressources humaines et celui de l'administration. Cette hausse enregistrée d'un exercice à l'autre reflète surtout une augmentation des effectifs attribuable à la croissance interne et à celle liée aux acquisitions, y compris ceux des ventes directes et de la gestion de comptes, afin de stimuler la croissance future et de mettre en œuvre notre stratégie. Nos acquisitions ont entraîné également une augmentation des effectifs, de la rémunération des employés et de la rémunération liée aux acquisitions. Dans le cadre de nos acquisitions, nous avons conclu des accords de rémunération pour le maintien en poste et les services futurs, qui ont entraîné la comptabilisation de charges de 3,4 M\$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2022.

Paielements fondés sur des actions. Les paielements fondés sur des actions ont augmenté de 33,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022 par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021, en raison principalement des attributions accordées aux employés qui se sont joints à la société par suite des acquisitions réalisées au cours du troisième trimestre de 2021 et des autres attributions aux employés.

Dotation aux amortissements. L'amortissement des immobilisations corporelles et l'amortissement des immobilisations incorporelles pour le trimestre clos le 31 mars 2022 ont augmenté de 5,4 M\$, ou 26 %, par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux technologies et aux relations avec les partenaires et les commerçants découlant des acquisitions réalisées par la société.

Honoraires de professionnels. Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, les honoraires de professionnels ont augmenté de 0,7 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021. Cette hausse est principalement attribuable aux coûts supplémentaires que nous devons engager pour exercer des activités à titre de société ouverte inscrite à la cote de deux bourses depuis notre inscription à la cote du Nasdaq au quatrième trimestre de 2021.

Autres. Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, les autres charges ont augmenté de 3,5 M\$ par rapport à celles inscrites pour le trimestre clos le 31 mars 2021. Cette augmentation s'explique principalement par l'accroissement des dépenses liées aux technologies de l'information, au marketing et aux frais d'assurance liés aux administrateurs et dirigeants.

Charges financières nettes

	Trimestres clos les 31 mars		Variation	
	2022	2021		
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	\$	\$	\$	%
Produits financiers				
Intérêts sur les avances consenties à des tiers et produit d'intérêts	(631)	(859)	228	(27)
Charges financières				
Intérêts sur les facilités de prêt et emprunts (compte non tenu des obligations locatives)	4 893	3 170	1 723	54
Variation de la juste valeur du passif au titre des rachats d'actions	2 174	—	2 174	n. s.
Autres	674	145	529	365
Charges financières nettes	7 110	2 456	4 654	189

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, les charges financières nettes ont augmenté de 4,7 M\$ par rapport à celles inscrites pour le trimestre clos le 31 mars 2021. L'augmentation découle essentiellement des éléments suivants :

Intérêts sur les facilités de prêt et emprunts. L'augmentation de 1,7 M\$ est principalement attribuable à une hausse du solde de la dette résultant du nouveau financement lié aux acquisitions d'entreprises réalisées en 2021.

Variation de la juste valeur du passif au titre des rachats d'actions. L'augmentation de 2,2 M\$ s'explique par la hausse du cours de l'action durant la période écoulée entre la date d'entrée en vigueur du régime de rachat de titres automatique et le 31 mars 2022.

Perte (profit) de change

	Trimestres clos les 31 mars		Variation	
	2022	2021		
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	\$	\$	\$	%
Perte (profit) de change	580	(445)	1 025	n. s.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, la société a inscrit une perte de change de 0,6 M\$, en comparaison d'un profit de change de 0,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021. Cela s'explique principalement par l'exposition au risque de change liée à la dette libellée en dollars américains et à la trésorerie détenues par notre filiale canadienne.

Impôt sur le résultat

	Trimestres clos les 31 mars		Variation	
	2022	2021		
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	\$	\$	\$	%
Charge d'impôt sur le résultat	8 612	5 059	3 553	70
Taux d'impôt effectif	65,6 %	15,4 %		

Une charge d'impôt sur le résultat de 8,6 M\$ a été inscrite pour le trimestre clos le 31 mars 2022 sur un bénéfice avant impôt de 13,1 M\$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 65,6 % pour la période. Le fait que le taux d'imposition effectif soit supérieur au taux d'imposition prévu par la loi de la société mère au Canada de 26,5 % s'explique principalement par les paiements fondés sur des actions de 37,2 M\$ comptabilisés au cours du trimestre clos le 31 mars 2022 qui ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt dans certains territoires. Compte non tenu de l'incidence défavorable de la charge de rémunération fondée sur des actions non déductible, le taux d'impôt effectif pour le trimestre clos le 31 mars 2022 aurait été d'environ 18 %.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, une charge d'impôt sur le résultat de 5,1 M\$ a été inscrite sur un bénéfice avant impôt de 32,8 M\$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 15,4 % pour la période. Lorsqu'on le compare avec le taux d'impôt de la société mère au Canada de 26,5 %, le taux d'impôt effectif reflète principalement l'incidence favorable du plus faible taux d'imposition dans certains territoires.

Sommaire des résultats trimestriels et analyse des tendances

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les							
	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin
	2022	2021	2021	2021	2021	2020	2020	2020
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits des activités ordinaires	214 544	211 875	183 932	178 239	150 480	115 907	93 755	83 325
Coût des ventes	46 916	49 115	38 332	33 124	27 184	23 519	17 007	13 561
Marge brute	167 628	162 760	145 600	145 115	123 296	92 388	76 748	69 764
Frais de vente et charges générales et administratives	146 812	140 921	106 076	95 870	88 436	68 437	60 776	50 893
Bénéfice d'exploitation	20 816	21 839	39 524	49 245	34 860	23 951	15 972	18 871
Produits financiers	(631)	(550)	(538)	(912)	(859)	(1 257)	(1 375)	(1 449)
Charges financières	7 741	5 001	5 131	3 432	3 315	2 494	101 255	24 083
Charges financières nettes	7 110	4 451	4 593	2 520	2 456	1 237	99 880	22 634
Perte (profit) de change	580	(2 486)	727	1 691	(445)	1 029	(9 544)	(18 286)
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	13 126	19 874	34 204	45 034	32 849	21 685	(74 364)	14 523
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	8 612	7 535	6 202	6 120	5 059	(892)	3 505	558
Bénéfice net (perte nette)	4 514	12 339	28 002	38 914	27 790	22 577	(77 869)	13 965
Bénéfice net (perte nette) par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société								
De base	0,02	0,08	0,19	0,27	0,19	0,16	(0,88)	0,16
Dilué	0,02	0,07	0,19	0,26	0,19	0,16	(0,88)	0,15
BAIIA ajusté^{a)}	91 578	91 454	80 943	79 375	65 462	51 313	40 991	37 390
Bénéfice net ajusté^{a)}	69 056	70 574	62 341	64 506	51 161	46 492	16 455	16 259
Bénéfice net ajusté par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société^{a)}								
De base	0,47	0,48	0,44	0,46	0,36	0,34	0,18	0,18
Dilué	0,46	0,47	0,42	0,44	0,35	0,33	0,17	0,18

a) Ces montants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ».

Analyse des tendances trimestrielles

L'augmentation trimestrielle des produits des activités ordinaires et du coût des ventes est principalement attribuable à la croissance interne du volume total et aux acquisitions (Smart2Pay Technology & Services B.V. en novembre 2020, Base Commerce, LLC en janvier 2021, Mazooma en août 2021, ainsi que Simplex et Paymentez en septembre 2021).

L'augmentation trimestrielle des frais de vente et charges générales et administratives est surtout attribuable à la croissance interne, aux acquisitions et à l'augmentation des paiements fondés sur des actions qui se sont accrus en raison de l'acquisition accélérée des droits sous-jacents aux options sur actions attribuées aux termes de l'ancien régime d'options sur actions et des options attribuées aux termes du Régime général dans le cadre de l'inscription de la société à la TSX en septembre 2020, ainsi qu'aux options, aux UALP et aux UAR attribuées par la suite.

La diminution du bénéfice d'exploitation et du bénéfice net enregistrée au cours des trimestres clos le 31 décembre 2021 et le 31 mars 2022 est principalement attribuable à l'augmentation de la charge de rémunération fondée sur des actions, en raison surtout des attributions accordées aux employés qui se sont joints à la société par suite des acquisitions réalisées au cours de l'exercice et des autres attributions aux employés, ainsi qu'à l'augmentation des coûts d'acquisition et d'intégration découlant de la réalisation de trois acquisitions au cours du troisième trimestre de 2021, alors que nous poursuivons la mise en œuvre de notre stratégie d'acquisition. Les dépenses plus élevées ont été partiellement compensées par la hausse de la marge brute au cours de la même période.

Données sur la situation financière

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	31 mars	31 décembre	Variation	
	2022	2021	\$	%
	\$	\$	\$	%
Créances clients et autres débiteurs	44 733	39 262	5 471	14
Immobilisations incorporelles	735 700	747 600	(11 900)	(2)
Goodwill	1 122 957	1 126 768	(3 811)	—
Total de l'actif	3 467 121	3 455 470	11 651	—
Comptes fournisseurs et autres créditeurs	104 873	101 848	3 025	3
Prêts et emprunts	504 816	501 246	3 570	1
Total du passif	1 563 132	1 433 630	129 502	9
Déficit	(211 235)	(108 749)	(102 486)	94

Créances clients, comptes fournisseurs et autres débiteurs et créditeurs. Les hausses reflètent essentiellement notre croissance interne.

Immobilisations incorporelles et goodwill. La baisse découle principalement de l'amortissement des immobilisations incorporelles ainsi que de la variation des écarts de change, et a été partiellement contrebalancée par l'acquisition d'immobilisations incorporelles.

Total du passif. L'augmentation du total du passif est essentiellement attribuable au passif au titre des rachats d'actions comptabilisé par suite de la souscription par la société au régime de rachat de titres automatique, au passif lié au rachat de la participation ne donnant pas le contrôle dans LPP, ainsi qu'à la hausse du montant à payer à des commerçants attribuable aux activités commerciales.

Déficit. L'augmentation de 102,5 M\$ du déficit s'explique principalement par la tranche du montant payé pour les rachats d'actions et la tranche du passif au titre des rachats d'actions totalisant 72,0 M\$ qui ont été comptabilisés dans le déficit, ainsi que par l'incidence de 33,4 M\$ lié au rachat d'une participation ne donnant pas le contrôle qui a eu lieu au cours du trimestre clos le 31 mars 2022.

Situation de trésorerie et sources de financement

Aperçu

Notre situation financière et nos liquidités sont et seront influencées par divers facteurs, notamment les suivants :

- Notre capacité à générer des flux de trésorerie à partir de nos activités;
- Le niveau de notre dette existante et les intérêts que nous devons payer sur cette dette;
- Nos besoins en matière de dépenses d'investissement.

Les objectifs généraux de notre stratégie de gestion du capital sont de veiller à disposer de liquidités suffisantes pour poursuivre notre stratégie de croissance interne et procéder à des acquisitions sélectives, tout en maintenant un profil de crédit solide et une structure du capital qui maintient le ratio d'endettement total dans les limites fixées dans le cadre des facilités de crédit.

Nos principales sources de financement sont les liquidités provenant des activités d'exploitation, du financement par emprunts et par titres de capitaux propres. Nos principaux besoins en matière de liquidités comprennent l'investissement dans les acquisitions sélectives ainsi que nos produits et nos technologies, de même que les charges d'exploitation, les frais de vente et charges générales et administratives et le service de la dette.

Nos capitaux permanents se composent de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette comprend la dette portant intérêt diminuée de la trésorerie. Nous employons le capital pour financer les acquisitions d'entreprises, les besoins du fonds de roulement et les dépenses d'investissement. Nous finançons ces besoins au moyen des flux de trésorerie générés à l'interne et des fonds que nous prélevons sur nos facilités de crédit à long terme ou au moyen de financements par titres de capitaux propres.

La principale mesure que nous employons pour surveiller notre levier financier est notre ratio de levier financier total, défini comme étant le ratio de l'encours de la dette nette consolidée (correspondant à la dette à long terme moins les liquidités non soumise à restrictions) sur le BAIIA ajusté consolidé, calculé conformément aux modalités de la convention de crédit liée à notre facilité de crédit. Aux termes de notre facilité de crédit, nous devons conserver un ratio de levier financier total inférieur ou égal à 7,50 : 1,00 pour la période considérée, le ratio diminuant annuellement chaque 1^{er} octobre, jusqu'à ce qu'il s'établisse à 6,50 : 1,00 pour la période postérieure au 30 septembre 2023. Au 31 mars 2022, la société se conformait à cette exigence.

Nous estimons que les liquidités disponibles de la société, les flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation, les facilités de prêt et emprunts qui lui ont été consentis seront suffisants pour financer nos charges d'exploitation et ses dépenses d'investissement projetées pour au moins les 12 prochains mois.

Facilités de crédit

Notre facilité de crédit se compose d'une facilité d'emprunt à terme de 508,1 M\$. L'encours de capital de l'emprunt à terme sera payable trimestriellement au taux annuel de 1,00 % et le solde résiduel sera payable à l'échéance, le 28 septembre 2025. La société dispose d'une facilité de crédit renouvelable inutilisée de 385 M\$. La facilité renouvelable arrive à échéance le 28 septembre 2024. Cette facilité de crédit était inutilisée et pouvait servir à financer les besoins courants en fonds de roulement.

Au 31 mars 2022, nous avons des lettres de crédit émises totalisant 46,1 M\$ (46,1 M\$ au 31 décembre 2021).

Pour plus de précisions sur les facilités de prêt et emprunts de la société, se reporter à la note 12 des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Prospectus préalable de base

Le 7 décembre 2020, nous avons déposé un prospectus préalable de base simplifié auprès des autorités en valeurs mobilières de chaque province et territoire du Canada (dans sa version modifiée le 10 mai 2021) et, le 4 octobre 2021, nous avons déposé une déclaration d'inscription préalable correspondante sur Formulaire F-10 auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Se reporter au rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 daté du 7 mars 2022 pour de l'information supplémentaire sur notre prospectus préalable de base. Il n'y a pas eu de changement du montant disponible aux termes du prospectus préalable de base au cours du trimestre clos le 31 mars 2022.

Inscription à la cote du Nasdaq

Le 8 octobre 2021, nous avons réalisé notre inscription au Nasdaq, aux États-Unis, pour un produit brut total d'environ 424,8 M\$.

Le produit net de 408,2 M\$ reçu dans le cadre de notre inscription au Nasdaq demeure disponible en date du 31 mars 2022.

Flux de trésorerie

	Trimestres clos les		Variation	
	2022	2021		
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	\$	\$	\$	%
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) :				
Activités d'exploitation	65 734	53 403	12 331	23
Activités d'investissement	(9 148)	(90 281)	81 133	(90)
Activités de financement	(76 337)	336	(76 673)	n. s.
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	6 213	284	5 929	n. s.
Augmentation nette de la trésorerie	(13 538)	(36 258)	22 720	(63)
Trésorerie à l'ouverture de la période	748 576	180 722	567 854	314
Trésorerie à la clôture de la période	735 038	144 464	590 574	409

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, les activités d'exploitation ont généré des entrées de trésorerie de 65,7 M\$, comparativement à 53,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021. L'augmentation est essentiellement attribuable à la croissance des activités et, dans une moindre mesure, à nos acquisitions. Les intérêts payés au cours du trimestre clos le 31 mars 2022 ont augmenté de 1,4 M\$ par rapport à la même période en 2021, ce qui s'explique par l'emprunt de 300 M\$ contracté en vertu de la facilité de crédit au troisième trimestre de 2021 pour financer nos acquisitions, facteur qui a été en partie contrebalancé par la baisse du taux d'intérêt de la facilité de crédit.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, des flux de trésorerie de 9,1 M\$ ont été affectés aux activités d'investissement, ce qui s'explique principalement par l'acquisition d'immobilisations incorporelles. Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, des flux de trésorerie de 90,3 M\$ ont été affectés aux activités d'investissement, ce qui s'explique principalement par la contrepartie en trésorerie de 88,9 M\$ versée pour l'acquisition de Base Commerce, déduction faite de la trésorerie acquise.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, des flux de trésorerie de 76,3 M\$ ont été affectés aux activités de financement, ce qui s'explique principalement par les fonds de 74,8 M\$ utilisés pour racheter et annuler environ 1,2 million d'actions à droit de vote subordonné dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Aucune activité de financement importante n'avait été menée au cours du trimestre clos le 31 mars 2021.

Arrangements non comptabilisés

Nous n'avons aucun arrangement non comptabilisé. De temps à autre, nous pourrions avoir une responsabilité éventuelle dans le cadre de litiges et de réclamations survenant dans le cours normal des activités.

Transactions entre parties liées et rémunération de la haute direction

Nous n'avons conclu aucune transaction avec des parties liées hormis celles présentées à la note 15 de nos états financiers intermédiaires.

Instruments financiers et autres instruments

Dans le cours normal de nos activités commerciales, nous sommes exposés à divers risques liés au marché qui échappent à notre contrôle, comme les fluctuations des cours de change et des taux d'intérêt, et qui peuvent nuire à la valeur des actifs et passifs financiers, flux de trésorerie et bénéfices futurs de Nuvei. Notre politique relative à ces risques liés au marché consiste à évaluer la possibilité de subir des pertes et l'ensemble de leurs répercussions, sur une base consolidée, et à atténuer ces risques dans la mesure jugée appropriée (voir la rubrique « Risques liés à nos activités et au secteur » de la notice annuelle).

Risque de crédit et risque de concentration

Le risque de crédit s'entend du risque que la société subisse une perte financière si un client ou une contrepartie à un instrument financier devait manquer à ses obligations contractuelles. Il découle principalement de la trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des avances consenties à des tiers, des fonds distincts et des dépôts auprès des fournisseurs de services de traitement des paiements. La valeur comptable de ces actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

Trésorerie et dépôts auprès des fournisseurs de services de traitement des paiements

Le risque de crédit associé à la trésorerie, aux fonds distincts et aux dépôts auprès des fournisseurs de services de traitement des paiements est limité, car ceux-ci sont conservés uniquement auprès de grandes institutions financières dignes de confiance.

Créances clients et autres débiteurs

Nous accordons du crédit à nos clients dans le cours normal des activités. Nous évaluons la solvabilité des contreparties concernées au moins à chaque date de clôture, ainsi que dans des circonstances particulières. L'octroi de crédit à nos clients nécessite beaucoup de jugement et repose sur une évaluation de la situation financière et des habitudes de paiement de chaque client. Nous avons établi divers contrôles internes afin d'atténuer le risque de crédit, y compris des limites de crédit et des modalités de paiement que la société examine et approuve. Les créances clients dépréciées se rapportent principalement à des clients qui éprouvent des difficultés financières.

Au 31 mars 2022, il existe une concentration de risque de crédit associée à nos créances sur nos principaux fournisseurs de services de traitement des paiements, qui représentaient environ 36 % (37 % au 31 décembre 2021) des créances clients et autres débiteurs.

Avances consenties à des tiers

Le risque de crédit lié aux avances consenties à des tiers est limité, car les avances sont remboursées par les institutions financières lorsque nous avons droit au paiement aux termes des ententes.

Risque de change

Nous sommes exposés au risque financier lié aux fluctuations des cours de change et à l'instabilité de ces taux. Le risque de change est limité à la partie de nos transactions commerciales libellées en d'autres monnaies que le dollar américain. Les fluctuations des cours de change peuvent entraîner des variations imprévues de nos résultats d'exploitation. Pour l'heure, nous ne concluons pas d'ententes en vue de couvrir notre risque de change.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux du marché. Nous ne comptabilisons aucun actif ou passif financier à taux d'intérêt fixe à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les autres facilités de prêt et emprunts portent intérêt à des taux variables, et nous sommes donc exposés au risque de flux de trésorerie découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Principales méthodes et estimations comptables

L'établissement des états financiers intermédiaires conformément aux IFRS exige que nous formulions des estimations, des jugements et des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur les montants présentés des actifs, des passifs, des produits des activités ordinaires et des charges. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les estimations, les jugements et les hypothèses sont passés en revue régulièrement et reposent sur l'expérience et d'autres facteurs, y compris les attentes à l'égard d'événements futurs dont l'occurrence est jugée raisonnable dans les circonstances. Toute révision des estimations comptables est comptabilisée de manière prospective.

Les jugements critiques posés lors de l'application des méthodes comptables qui ont l'incidence la plus significative sur les montants comptabilisés dans les états financiers intermédiaires comprennent les suivants :

Comptabilisation des produits des activités ordinaires. L'identification des contrats conclus avec des clients qui sont générateurs de produits des activités ordinaires, l'identification des obligations de prestation, la détermination du prix de transaction et de la répartition entre les obligations de prestation identifiées, l'utilisation de la méthode de comptabilisation des produits des activités ordinaires appropriée pour chaque obligation de prestation et le degré d'avancement des obligations de prestation remplies progressivement constituent les principaux aspects du processus de comptabilisation des produits des activités ordinaires. Ils nécessitent tous le recours au jugement et l'utilisation d'hypothèses. Par ailleurs, nous avons exercé notre jugement pour évaluer si nous agissons pour notre propre compte ou comme mandataire à l'égard de la transaction et des services de traitement.

Juste valeur des transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Nous avons comptabilisé une charge de rémunération par suite de transactions dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en titres de capitaux propres, qui sont évaluées en fonction de la juste valeur des instruments connexes. La juste valeur des options attribuées qui ne sont pas assujetties à une condition liée à la performance a été estimée au moyen du modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes. Le taux d'intérêt sans risque est basé sur le rendement d'un titre coupon zéro du gouvernement américain dont la durée à courir jusqu'à l'échéance est égale à la durée de vie prévue de l'option à partir de la date d'attribution. L'hypothèse de volatilité attendue est fondée sur la volatilité historique moyenne de sociétés comparables pour la période précédant immédiatement l'octroi d'options. Nous ne prévoyons pas verser de dividendes en trésorerie dans un avenir prévisible et, par conséquent, nous utilisons un rendement en dividende attendu de zéro dans le modèle d'évaluation des options.

Lorsque nous attribuons une rémunération sous forme de paiements fondés sur des actions assortis de conditions de performance, nous évaluons si ces conditions de performance sont des conditions de marché ou non. Les conditions de marché sont prises en compte dans l'estimation de la juste valeur à la date d'attribution, en employant une simulation Monte Carlo, et cette juste valeur n'est pas révisée par la suite. Pour les conditions non liées au marché, nous estimons le résultat attendu des cibles de performance et révisons ces estimations ainsi que la charge connexe jusqu'à ce que le résultat final soit connu.

Provision pour pertes sur les comptes de commerçants. Des litiges surviennent de temps à autre entre un titulaire de carte et un commerçant, principalement lorsqu'un client est insatisfait de la qualité des marchandises ou des services offerts. Ces litiges peuvent ne pas être résolus en faveur du commerçant. Dans de tels cas, le montant de la transaction est remboursé au client par l'institution financière émettrice de la carte, mais nous remboursons ensuite ce montant à l'institution. Nous facturons ensuite au commerçant tout montant remboursé à l'institution financière. Nous sommes donc exposés à un risque de crédit associé au commerçant, puisque nous assumons la responsabilité du remboursement du montant total de la transaction au client du commerçant, même si le commerçant n'a pas les fonds suffisants pour nous rembourser. Une provision pour pertes sur les comptes de commerçants est maintenue afin d'absorber le montant non recouvrable des rejets de débit pour les transactions des commerçants qui ont été traitées précédemment et sur lesquelles des produits ont été comptabilisés. La provision pour pertes sur les comptes de commerçants comprend des provisions spécifiquement réservées aux transactions de commerçants pour lesquelles les pertes peuvent être estimées. Nous évaluons le risque lié à ces transactions et estimons les pertes occasionnées par les transactions litigieuses en nous fondant principalement sur l'expérience et sur d'autres facteurs pertinents. Nous réévaluons la provision pour pertes sur les comptes de commerçants à chaque période afin de nous assurer qu'elle est adéquate.

Détermination de la juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables après un regroupement d'entreprises. La société a recours à des techniques d'évaluation pour déterminer la juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans un regroupement d'entreprises, qui sont généralement fondées sur des prévisions relatives à la totalité des flux de trésorerie actualisés nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses que formule la direction relativement au rendement futur des actifs connexes et au taux d'actualisation appliqué, hypothèses que poserait un intervenant du marché.

Valeur recouvrable du goodwill. Notre test de dépréciation du goodwill est fondé sur les estimations internes de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et se fonde sur des modèles d'évaluation tels que le modèle d'actualisation des flux de trésorerie. Les principales hypothèses sur lesquelles nous avons fondé notre calcul de la juste valeur diminuée des coûts de sortie comprennent des estimations du volume des ventes, du coût des intrants et des frais de vente et charges générales et administratives, ainsi que des multiples appliqués au BAIIA ajusté prévisionnel. Ces estimations, y compris la méthode utilisée, peuvent avoir une incidence significative sur les valeurs respectives et, ultimement, sur le montant de la perte de valeur du goodwill, le cas échéant.

Valeur recouvrable des soldes d'impôt pour la comptabilisation des actifs d'impôt. Les actifs d'impôt différé reflètent nos estimations quant aux activités d'exploitation des exercices futurs, au moment du renversement des différences temporaires et aux taux d'impôt à la date du renversement, qui pourraient changer en fonction des politiques budgétaires des gouvernements. Nous devons également évaluer s'il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôt différé seront réalisés et déterminer s'il est nécessaire d'établir une provision pour moins-value au titre de la totalité ou d'une partie des actifs d'impôt différé.

Nouvelles normes et interprétations comptables adoptées

Les modifications suivantes ont été adoptées le 1^{er} janvier 2022 :

Modifications des références au Cadre conceptuel des IFRS

Ces modifications remplacent les références au Cadre conceptuel de l'information financière de 2010 par des références au Cadre conceptuel de l'information financière de 2018 pour définir ce qui constitue un actif ou un passif dans un regroupement d'entreprises, ajoutent une nouvelle exception selon laquelle, dans le cas de certains actifs et passifs éventuels, IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* ou IFRIC 21 *Droits ou taxes* devrait être appliquée, et non le Cadre conceptuel de 2018, et précisent qu'un acquéreur ne doit pas comptabiliser d'actifs éventuels à la date d'acquisition. Les modifications s'appliquent aux regroupements d'entreprises effectués au cours des périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2022.

Aucune des modifications mentionnées ci-dessus n'a eu d'incidence sur nos états financiers intermédiaires.

Nouvelles normes et interprétations comptables publiées mais non encore adoptées

L'IASB a publié de nouvelles normes et des modifications de normes existantes qui s'appliqueront à la société pour des périodes futures. Il n'y a pas eu de mise à jour importante des normes et interprétations publiées mais non encore adoptées qui sont décrites dans les états financiers consolidés annuels audités.

Données sur les actions en circulation

Au 6 mai 2022, notre capital-actions autorisé se compose i) d'un nombre illimité d'actions à droit de vote subordonné, dont 65 327 198 étaient émises et en circulation, ii) d'un nombre illimité d'actions à droit de vote multiple, dont 76 064 619 étaient émises et en circulation et iii) d'un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries, dont aucune n'était en circulation. Les actions à droit de vote subordonné sont des « titres faisant l'objet de restrictions » au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables au Canada.

Au 6 mai 2022, 2 553 565 options étaient en cours aux termes de l'ancien régime d'options sur actions de la société daté du 21 septembre 2017 et 6 148 945 options étaient en cours aux termes du régime général de la société. Chaque option peut ou pourrait être exercée pour obtenir une action à droit de vote subordonné.

Au 6 mai 2022, 12 530 unités d'actions différées, 1 628 589 unités d'actions de négociation restreinte et 1 778 431 unités d'actions liées à la performance étaient en circulation aux termes du régime général de la société.

Facteurs de risque

En plus de tous les autres éléments d'information figurant ailleurs dans le présent rapport de gestion, dans nos états financiers intermédiaires de même que dans nos états financiers consolidés annuels audités et les notes annexes pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les facteurs de risque particuliers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nous ou sur notre entreprise, notre situation financière et nos résultats d'exploitation sont présentés sous la rubrique « Facteurs de risques » dans notre notice annuelle. D'autres risques et incertitudes que nous ne considérons pas actuellement comme étant importants ou dont nous n'avons pas encore connaissance pourraient aussi devenir importants et influencer sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation futurs. La matérialisation d'un de ces risques pourrait avoir un effet défavorable important sur nos activités, nos perspectives, notre situation financière, nos résultats d'exploitation ou nos flux de trésorerie.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles internes et de procédures à l'égard de l'information financière, et de l'évaluation de l'efficacité de nos contrôles internes et procédures à l'égard de l'information financière, tels qu'ils sont définis par la Securities and Exchange Commission des États-Unis (la « Commission ») en vertu de la règle 13a-15(e) de la loi *Exchange Act*. Sur la base de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces au 31 mars 2022 pour fournir une assurance raisonnable que l'information devant être divulguée par la société dans les rapports qu'elle dépose est enregistrée, traitée, condensée et communiquée dans les délais appropriés et est recueillie et communiquée à la direction, pour prendre des décisions en temps opportun concernant la communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles internes à l'égard de l'information financière adéquats, et de l'évaluation de l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. Nos contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de la communication de l'information financière et de la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux IFRS.

Changements touchant les contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision, s'il s'est produit ou non, au cours du trimestre clos le 31 mars 2022, des changements dans nos contrôles internes à l'égard de l'information financière qui ont eu une incidence significative, ou qui sont raisonnablement susceptibles d'avoir une incidence significative, sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière. Aucun changement de cette nature n'a été relevé lors de leur évaluation.

Limitations des contrôles et des procédures

La direction, y compris le chef de la direction et le chef des finances, estime que les contrôles et procédures de communication de l'information ou les contrôles internes à l'égard de l'information financière, quelle que soit leur qualité de conception et de fonctionnement, ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue, que les objectifs du système de contrôle sont atteints. En outre, la conception d'un système de contrôle doit tenir compte du fait qu'il existe des contraintes en matière de ressources et que les avantages procurés par les contrôles doivent être considérés par rapport à leurs coûts. En raison des limites inhérentes à tous les systèmes de contrôle, ces systèmes ne peuvent pas fournir une assurance absolue que tous les problèmes de contrôle et les cas de fraude, le cas échéant, au sein de la société ont été prévenus ou détectés. Parmi les limites inhérentes, on peut citer le fait que les jugements portés dans le cadre de la prise de décision peuvent être erronés et que des défaillances peuvent se produire à cause de simples erreurs ou fautes. De plus, les contrôles peuvent être contournés par des actes individuels de certaines personnes, par la collusion de deux ou plusieurs personnes ou par la neutralisation non autorisée des contrôles. La conception de tout système de contrôle est également fondée en partie sur certaines hypothèses concernant la probabilité d'événements futurs, et rien ne garantit qu'un système réussira à atteindre ses objectifs dans toutes les conditions futures possibles. Par conséquent, en raison des limites inhérentes à un système de contrôle rentable, des inexactitudes résultant d'une erreur ou d'une fraude peuvent se produire et ne pas être détectées.

Limitation de l'étendue de la conception

L'étendue de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information a exclu les contrôles, les politiques et les procédures de Mazooma, qui a été acquise le 3 août 2021, ainsi que de Simplex et de Paymentez, qui ont été acquises le 1^{er} septembre 2021. Sur une base combinée, la contribution de ces entités à nos états consolidés du résultat net et du résultat global pour le trimestre clos le 31 mars 2022 a été d'environ 8 % du total des produits des activités ordinaires. De plus, au 31 mars 2022, les actifs et les passifs courants de ces entités, sur une base combinée, représentaient environ 7 % et 11 %, respectivement, de nos actifs et passifs courants consolidés, et les actifs non courants combinés de ces entités, qui incluent les immobilisations incorporelles et le goodwill, représentaient environ 19 % de nos actifs non courants consolidés. Les montants comptabilisés pour les actifs acquis et les passifs repris à la date d'acquisition sont décrits dans la note 4 des états financiers consolidés annuels audités.

Renseignements complémentaires

Des renseignements supplémentaires sur la société, y compris les états financiers intermédiaires, les états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 et la notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com et sur EDGAR à l'adresse www.sec.gov.